



npa.jeunes.free.fr

RÉFORME DES UNIVERSITÉS : DES MAUVAIS COUPS QU'IL FAUDRA COMBATTRE !

Le projet de réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche est la continuité des politiques menées par la droite. Plutôt que de revenir sur l'autonomie budgétaire, à l'origine des plans d'austérité sur les facs, Geneviève Fioraso l'accentue. La situation des universités va continuer de se dégrader et les diplômés perdront encore en qualité, obscurcissant d'autant plus notre avenir. De tout temps le système d'éducation a évolué pour répondre aux besoins du capitalisme. Avec la crise, les classes dirigeantes accélèrent leur offensive. L'université doit donc servir au plus près la satisfaction des besoins économiques : des salariés formés mais précaires, des secteurs compétitifs pour faire face à la concurrence. Petit tour d'horizon des principaux dangers que contient le projet de loi.

Rentabiliser la recherche

Pour les capitalistes, il ne sert à rien de dépenser des sous pour des activités de recherche dont le résultat n'est pas garanti ou pire, n'est pas exploitable pour faire du profit. La loi viendra y remédier en introduisant la notion de « transfert » de la recherche vers l'économie, vers le développement d'innovations technologiques rentables pour les entreprises et surtout les multinationales.

Adapter les formations à l'évolution de l'économie

Avec la crise, le marché du travail est en constante évolution. Les besoins des patrons en terme de main-d'oeuvre évoluant de même. Dès lors, il faut que les formations suivent, et si possible à la même vitesse. Il faut aussi des salariés qui s'adaptent facilement, qui soient flexibles y compris en terme de salaires et de conditions de travail. Autour de cet objectif, le projet de loi modifie en profondeur la procédure d'élaboration de nos diplômes et formations. Les universités seraient désormais accréditées pour 5 ans à délivrer des diplômes définies par de vagues mentions nationales. Le contenu précis de nos diplômes pourra être modifié au gré des besoins et des volontés, pour coller au plus près de l'évolution des métiers et des besoins économiques. L'autonomie pédagogique des établissements va être considérablement renforcée, empêchant ainsi la mise en place de tout cadre national des diplômes pourtant nécessaire pour nous garantir des droits sur le marché du travail.

Articuler austérité et compétitivité dans les universités

Pour piloter la mise en place de cette politique libérale, le gouvernement veut en finir avec la multitude d'universités qui existent aujourd'hui. De même que la droite en son temps, il préconise entre autres les fusions d'universités pour faire des économies d'échelles. Et il va même plus loin en proposant de regrouper tout les établissements d'enseignement supérieur dans trente grands pôles universitaires qui recevraient les budgets pour les répartir à leur guise... Voilà le bon moyen de régionaliser l'enseignement supérieur d'une part, et d'autre part de pouvoir piloter la concurrence entre les facs, en appliquant l'austérité pour les uns et en concentrant les moyens vers des filières soi-disant plus compétitives !

Ce projet de loi lie plus directement l'université à l'économie. Il faut le combattre et imposer nos revendications comme la mise en place de diplômes nationaux reconnus sur le marché du travail, la fin de l'autonomie budgétaire et le financement 100 % public en fonction des besoins des universités et des étudiants.

Pour prendre contact : contact-jeunes@npa2009.org

envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Prénom :

adresse :

Tel :

Mail :